

Les bolcheviks et l'enjeu territorial de l'Ukraine de l'Est (1917–1918)

Hanna PEREKHODA

Assistante diplômée en Histoire
Institut d'études politiques (IEP)
Université de Lausanne (CH)
Hanna.Perekhoda@unil.ch

Doi : [10.5077/journals/connexe.2021.e322](https://doi.org/10.5077/journals/connexe.2021.e322)

Résumé

Suite à la révolution russe de février 1917, la définition du territoire de l'**Ukraine** est devenue un enjeu important. Une des controverses majeures concernait l'appartenance de sa partie orientale, région fortement industrialisée et se trouvant à mi-chemin entre le noyau russe et la périphérie ukrainienne de l'Empire russe. Cet article s'intéresse au clivage au sein du **Parti bolchevique** qui opposait les adeptes de l'appartenance du Donbass à l'Ukraine aux défenseurs d'une république de Donets-Krivoï Rog rattachée à la Russie. Nous démontrons qu'il ne s'agissait pas tant du conflit idéologique entre les « pro-russes » et les « pro-ukrainiens », mais d'une divergence d'opinions quant à la stratégie militaire et politique à mettre en place afin de préserver les acquis de la révolution et de rendre possible son expansion. La décision de Moscou d'appuyer le projet d'une Ukraine soviétique, excluant de ce fait toute possibilité de séparation de sa région orientale, trouve son explication tant dans la volonté de remédier aux problèmes immédiats (contourner les dispositions d'un traité de paix, renforcer le contrôle sur les institutions soviétiques locales) que dans la recherche de solutions à long terme (faire avancer la révolution mondiale, garantir la stabilité d'un État multiethnique issu de la désintégration de l'Empire russe).

Mots-clés : Ukraine, Donbass, frontières, nationalisme, révolution russe.

Abstract

After the Russian Revolution of February 1917, the definition of the Ukrainian territory became an important issue. One of the major controversies concerned the territorial affiliation of the eastern part of the country, a highly industrialised region located halfway between the Russian core and the Ukrainian periphery of the empire. This article focuses on the split within the **Bolshevik Party** between supporters of Donbass belonging to **Ukraine** and defenders of a Donets-Krivoï Rog republic attached to Russia. We show that this was not so much an ideological conflict between the “pro-Russians” and the “pro-Ukrainians” as it was a difference of views on the military and political strategy to be implemented in order to preserve the gains of the revolution and make its expansion possible. Moscow's decision to support the project of a Soviet Ukraine, thereby ruling out any possibility of separation of its eastern region, can be explained both by the desire to solve immediate problems (circumventing the provisions of a peace treaty, strengthening control over local Soviet institutions) and by the search for long-term solutions (advancing the world revolution, guaranteeing the stability of a multi-ethnic state that emerged from the disintegration of the Russian Empire).

Keywords: Ukraine, Donbass, borders, nationalism, Russian Revolution.



Map reproduced with permission of the Licensor through PLSclear.

Gilbert, Martin. 2002. *The Routledge Atlas of Russian History*, p.74. Londres & New York : Routledge.

Licence accordée à Hanna Perekhova par Informa UK Limited (8/09/2021).

Introduction

Avec la révolution de Février, l'Empire russe entre dans une phase de désintégration. En Ukraine, le mouvement national étant de plus en plus actif et revendiquant une autonomie politique, la définition du territoire du pays devient rapidement un enjeu important. C'est surtout l'appartenance de la partie orientale de l'Ukraine¹ avec ses grandes réserves de matières premières et ses centres industriels, qui est le sujet de controverses. Non seulement cette question était une pierre d'achoppement dans les négociations entre les autonomistes ukrainiens et le gouvernement provisoire russe, mais même les leaders bolcheviques en Ukraine étaient incapables de s'entendre lorsqu'il fallait décider de l'appartenance de cette région. Le devenir territorial de l'Ukraine n'était donc pas joué d'avance. Cet article entend analyser un des moments clés dans l'histoire de la territorialisation de ce pays, à savoir la période allant de la révolution de février 1917 à l'invasion allemande de 1918.

L'histoire de l'Ukraine orientale porte l'empreinte profonde de la confrontation entre deux récits nationaux, celui de l'Ukraine et celui de la Russie (Wilson 1995). Conscients du caractère précaire du contrôle étatique de cet espace, les historiens ukrainiens se sont donnés pour objectif de légitimer les frontières actuelles en arguant de l'ancrage historique de la population ukrainienne sur ce territoire. Les historiens russes, de leur côté, adoptent de plus en plus souvent la vision irrédentiste et néo-impériale de l'histoire de la Russie et, en parlant de l'Ukraine de l'Est, insistent sur le lien historique prétendument indéfectible qui reliait ces terres à la Russie (Касьянов 2019). De plus, depuis 2014, l'Ukraine subit une violation de son intégrité territoriale par la Russie, et sa partie orientale devient de ce fait un terrain de batailles militaires et mémorielles dans lesquelles l'usage politique de l'Histoire prend une dimension décisive. C'est pourquoi le processus de territorialisation de l'Ukraine, et surtout de définition de ses frontières orientales, est une question politiquement chargée. Paradoxalement, le savoir scientifique à ce sujet fait véritablement défaut.

Les historiens les plus divers ont produit un grand nombre de travaux² portant sur les stratégies que les autorités soviétiques ont développé afin de consolider leur pouvoir à travers l'empire multinational. Cependant, les controverses autour de l'appartenance de l'Ukraine orientale n'y sont pas du tout abordées ou n'apparaissent qu'à titre d'épisode marginal, jamais problématisé en tant qu'objet de recherche. L'appartenance « ambiguë » de cette région n'a toutefois pas pu échapper aux

¹ Le territoire qui fait l'objet principal de ma recherche – la partie fortement industrialisée et urbanisée de l'Ukraine de l'Est – s'est formé par-dessus les limites de régions historiques. Il est difficile de trouver une appellation généralement admise pour nommer cet espace géographique qui, grâce à la découverte et l'exploitation des zones de gisement de fer et de charbon, s'est transformé en une entité économique transcendant les frontières administratives. Dans cet article, je fais recours aux termes communément utilisés en 1917 (Donbass, oblast de Donets-Krivoï-Rog).

² Voir notamment Richard Pipe 1964 ; Jeremy Smith 1999, 2013 ; Suny et Martin 2001 ; Martin 2001 ; Hirsch 2005.

spécialistes de l'histoire régionale du Donbass – Hiroaki Kuromiya et Theodore H. Friedgut. Ces deux auteurs s'accordent pour affirmer la nature profondément « antinationale » de cette zone frontalière multi-ethnique indifférente, voire hostile à tout enjeu nationaliste. N'est-il pas alors étonnant que le Donbass ait été inclus dans l'Ukraine soviétique sans résistance apparente ? Étrangement, même pour Kuromiya et Friedgut qui mettent en avant la singularité de cette région, l'incorporation du Donbass dans la République ukrainienne par les bolcheviks semble en quelque sorte aller de soi. Le phénomène de la RSDKR (République soviétique de Donets-Krivoï Rog)³ est brièvement abordé par Kuromiya qui y consacre une page dans son *Freedom and Terror in the Donbas* (Kuromiya 2002, 150–151). Friedgut, dans son deuxième volume de *Iuzovka and Revolution*, effectue une analyse plus détaillée de cet épisode (Friedgut 1994, 352–359), sans pour autant rendre suffisamment explicites les raisons de l'apparition et surtout de la disparition de ce projet autonomiste. Certes les travaux récents de chercheurs ukrainiens et suisses (Бойко 2008 ; Єфіменко 2011 ; Rindlisbacher 2018) permettent d'avancer un certain nombre d'hypothèses sur la mise en place de la frontière entre la Russie et l'Ukraine dans les années 1920, mais ils n'abordent pas certaines questions essentielles : quand, pourquoi et comment au sein du Parti bolchevique se forge une vision commune du territoire de l'Ukraine ?

En effet, ce sont les bolcheviks, sortis vainqueurs de la lutte pour le pouvoir, qui ont dû résoudre en pratique le problème de la frontière entre la Russie et l'Ukraine⁴. Tracer les limites d'un nouveau pays qui appartenait auparavant à un empire centralisé n'a rien d'anodin, d'autant plus que les provinces qui allaient constituer la future Ukraine n'avaient pas de statut spécial ou d'autonomie dans l'Empire tsariste. Au XIX^e siècle, le territoire de l'Ukraine actuelle a été divisé en trois gouvernements généraux [general-gubernatorstvo] qui regroupaient plusieurs provinces [gubernija] : 1) le gouvernement général de Kiev⁵ (Volhynie, Kiev, Podolie), 2) celui de Petite-Russie (Tchernigov, Poltava, Kharkov) et 3) le gouvernement général de Nouvelle-Russie et Bessarabie (Iekaterinoslav, Kherson, Tauride, Bessarabie). Après la liquidation graduelle des gouvernements généraux, la subdivision en trois régions a *de facto* persisté. Ces structures héritées de l'Empire russe n'ont pas simplement disparu en 1917 sans laisser de traces. En 1917–1918, leur persistance va non seulement influencer les stratégies organisationnelles des bolcheviks et les guider

³ J'ai traduit le nom propre Донецко-Криворожская Советская Республика par la République soviétique de Donets-Krivoï Rog (et non pas Donetsk-Krivoï Rog). L'adjectif *донецкий/донецкая* se réfère ici à la région du bassin de la rivière *Donets* et non à la ville de *Donetsk*.

⁴ Les spécificités de territorialisation du communisme, notamment le problème des frontières intérieures de l'URSS, sont étudiées par Sabine Dullin 2014 et 2018.

⁵ Les toponymes et les noms propres sont généralement transcrits du russe, étant donné l'usage dominant de cette langue pour l'époque étudiée (1917–1918). La transcription de l'ukrainien est justifiée pour les noms de personnalités, qui sont entrées dans l'histoire sous leur nom ukrainien (ainsi j'écris Mykola Skrypnyk au lieu de Nikolai Skripnik, etc.).

dans leurs choix politiques, mais sera également l'un des facteurs déterminant leurs « géographies mentales » (Cœuré et Dullin 2007, 2).

Cet article va donc s'intéresser au clivage au sein du Parti bolchevique qui oppose les partisans d'une appartenance ukrainienne du Donbass aux défenseurs de son autonomie au sein de la Russie. Comment la conjonction des héritages impériaux, des contraintes imposées par le contexte révolutionnaire en Ukraine et des arbitrages internes au Parti a-t-elle contribué aux discussions au sein des groupes bolcheviques autour du statut de cette région et de son appartenance ?⁶ Tout d'abord, nous allons exposer les causes de cette controverse qui aboutit, en février 1918, à la création de la République soviétique de Donetsk-Krivoï Rog (RSDKR) rejetant ouvertement son inclusion dans l'Ukraine, qu'elle soit soviétique ou bourgeoise. Ensuite, nous analyserons pourquoi les hautes instances du Parti ont fait le choix de soutenir la République ukrainienne englobant les provinces de l'Est au lieu d'appuyer le projet d'un Donbass indépendant ou autonome. Et finalement nous allons interroger le statut ambivalent de cette zone frontalière entre la Russie et l'Ukraine qui voit, depuis 2014, un nouveau chamboulement de ses frontières.

1. Le POSDR(b) à Kiev et l'oubli de la question nationale (avril – novembre 1917)

La révolution de Février met fin au tsarisme ; en Ukraine, comme dans le reste de l'Empire russe, les soviets et le gouvernement provisoire commencent à se disputer le pouvoir. Mais à Kiev, un troisième acteur politique revendique son droit au pouvoir : la *Rada* centrale, assemblée réunissant différents partis politiques ukrainiens, a l'ambition de rendre l'Ukraine autonome. Cependant, l'autonomie de l'Ukraine et son futur territoire, sujets tant discutés dans les milieux politiques ukrainiens de Kiev, ne sont guère une priorité pour les militants locaux du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique) [POSDR(b)]. Un des membres du parti, Georgij Lapčinskij, se rappelait qu'ils étaient « extrêmement peu préparés à saisir l'idée de l'unité de l'Ukraine » (Лапчинський 1927, 48) et ne se posaient pas de questions quant à ses éventuelles frontières.

Toute notre activité partisane antérieure nous a appris [...] qu'il existait « trois régions » au « sud de la Russie » – celle de Kiev (le sud-ouest), celle d'Odessa (le sud de la rive droite, la Bessarabie et la Crimée) et celle de Kharkov (Kharkov, le Donbass, le Don). [...] Nous ne pouvions même pas indiquer clairement où se trouvaient les frontières de la « République ukrainienne ». Devait-elle, par exemple, inclure Odessa, Iekaterinoslav, Kharkov, Tauride, ou se limiter seulement à la région du sud-ouest, à l'oblast de Kiev ? (Лапчинський 1927, 48–49)

⁶ Je remercie Thomas Chopard pour ses commentaires et suggestions, qui m'ont aidée dans la reformulation de la problématique.

Effectivement, en 1917, la représentation spatiale des « terres ukrainiennes » n'existait principalement que dans l'imaginaire des représentants du mouvement national réunis autour de la *Rada*. Lors du Congrès national pan-ukrainien, tenu du 6 au 8 avril 1917⁷, les délégués se réclament d'une définition, au moins approximative, du territoire ukrainien (Верстюк 2003, 148–154). L'unique recensement de 1897 ne comportait pas de données sur l'appartenance ethnique des habitants de l'Empire (Krawchenko 1985). Par conséquent, d'après les défenseurs de l'autonomie, les Ukrainiens seraient tous ceux qui avaient indiqué le « petit-russien » comme langue maternelle ; l'Ukraine comporterait ainsi des territoires où cette population est majoritaire. Une telle manière de définir l'espace politique était assez logique : pour un pays dont les terres avaient été depuis longtemps soumises à la puissance impériale qui niait la subjectivité historique et culturelle de ses habitants et qui structurait les circuits économiques selon les besoins de la métropole, les critères de légitimité historique ou de rationalité économique pouvaient difficilement servir d'arguments en faveur de l'autonomie⁸. En fonction de ces données, la *Rada* centrale établit une liste des provinces qui devaient être tenues pour ukrainiennes, et qui rassemble celles de Kiev, Volhynie, Podolie, Poltava et Tchernigov, mais également les provinces orientales et méridionales de Kharkov, Iekaterinoslav, Kherson et Tauride (sans la Crimée). Bien que les habitants des grandes villes à l'est et au sud parlent le russe, la population ukrainophone des campagnes y était plus nombreuse (Krawchenko 1985).

La géographie mentale des militants bolcheviques était, quant à elle, différente, car façonnée par une vision utopique de futur ainsi que par leur expérience passée. D'une part, l'objectif ultime étant la révolution mondiale, leur horizon d'imagination politique devenait véritablement planétaire et non pas national. Les militants du POSDR(b) en 1917 étaient convaincus que leur champ d'action ne pouvait et ne devait pas tenir compte des barrières ethniques, culturelles, administratives ou même étatiques. D'autre part, leur « activité partisane ultérieure » se déployait tout de même dans les limites de l'Empire russe, trouvant le terrain fertile dans le milieu ouvrier des centres urbains russophones. De fait, les espaces géographiques dans lesquelles les bolcheviks menaient leurs activités et tissaient leurs liens dépendaient avant tout des réseaux formés par les soviets.

⁷ Nous donnons les dates de l'« ancien style » (calendrier julien) jusqu'en février 1918, avant d'adopter le calendrier grégorien (« nouveau style »).

⁸ La genèse de la conception du territoire ukrainien défendue par la *Rada* centrale ainsi que les disputes territoriales avec le Gouvernement provisoire ont été traitées en profondeur dans mon travail de Master (Perekhoda 2020, 20–24, 54–67).

C'est lors de la Première conférence pan-russe, tenue du 29 mars au 3 avril 1917, que les soviets déterminent les principes de leur organisation territoriale. Ils se réunissent désormais en grandes unités administratives. Sur le territoire de la future Ukraine, on en compte trois – le Sud-Ouest (avec le centre à Kiev), le Sud (autour d'Odessa) et le Donets-Krivoï Rog (réunissant Kharkov, Iekaterinoslav, l'oblast du Don et de Krivoï Rog) (Варгатюк 1988б). Cette division administrative recoupe la carte de l'époque tsariste, où en lieu et place de l'Ukraine se trouvent désormais le Sud-Ouest [Jugo-zapadnyj kraj], la Nouvelle Russie [Novorossija] et la Petite Russie [Malorossija]. Les branches régionales du Parti bolchevique se forment suivant le même principe territorial : la priorité étant de s'enraciner dans les soviets. De ce fait, les militants s'organisent dans les limites de ces trois zones et n'entretiennent pas de contact avec les militants d'autres régions jusqu'en décembre 1917 (Лапчинський 1927, 48).

Peu de temps après, les membres du POSDR(b) sont dépassés par les événements auxquels ils n'étaient guère préparés. En octobre 1917, ce ne sont pas les bolcheviks qui l'emportent sur le Gouvernement général à Kiev, mais la *Rada* centrale qui consolide son pouvoir. Evgenija Boš, membre de la branche kiévienne du parti, écrit à ce propos quelques années plus tard « [...] quand la question de l'autodétermination de l'Ukraine a été soulevée en pratique, l'organisation est restée sans aucun programme réel » (Бош 1925, 46).

2. Relier les deux rives du Dniepr : un défi pour les bolcheviks de Kiev (décembre 1917)

Le plan initial de la prise de pouvoir par la force ayant échoué à Kiev, le plan B des bolcheviks consistait à organiser un Congrès pan-ukrainien des soviets conjointement avec la *Rada* centrale. La deuxième partie du plan supposait de faire venir massivement les délégués bolcheviks des provinces orientales et grâce à leur nombre faire pencher la balance en faveur des partisans du nouveau pouvoir à Petrograd. Le bilan du congrès s'avère pourtant désastreux. Les conseils ouvriers de l'Est ignorent l'appel de leurs camarades – aucun délégué de la région de Donets-Krivoï Rog ne vient. Les sympathisants de la *Rada* remportent la majorité. Les membres du POSDR(b), bannis de Kiev, doivent improviser un plan C. Ils décident de « chercher un endroit où le prolétariat est plus nombreux, plus concentré, plus conscient » (Скрипник 1974, 12). Ainsi, la délégation met le cap à l'Est et se dirige vers Kharkov. Elle y arrive précisément au moment où les conseils locaux tiennent leur conférence régionale. Les nouveaux arrivants tentent de convaincre leurs camarades de la région de Donets-Krivoï Rog qu'ils sont tous liés par un but commun – soviétiser et bolchéviser l'Ukraine dans son ensemble.

Mais comme s'en plaignait Volodymyr Zatonkij, membre du POSDR(b), « si à Kiev il était très difficile de préparer la voie à l'idée de l'Ukraine soviétique, à Kharkov on ne voulait même pas en entendre parler » (Затонський 1929, 158). D'après les bolcheviks de l'Est, il était primordial de s'implanter durablement dans l'oblast industriel et ouvrier de Donets-Krivoï Rog en laissant les paysans ukrainiens des provinces occidentales choisir le pouvoir « à leur image ». Les Kiéviens traitaient l'approche de leurs camarades de « politique de l'autruche » et les blâmaient de vouloir « se barricader dans leur Donbass » (Из истории Соввласти на Украине 1924, 171).

Malgré les désaccords, il est décidé de réunir les délégués des conseils tant de l'Est que de l'Ouest et de tenir un congrès commun. Le 12 décembre 1917, le congrès proclame le pouvoir des soviets, déclare la création de la République soviétique d'Ukraine rattachée à la Russie par des liens fédératifs et annonce le renversement de la *Rada* (Варгатюк 1988a, 41). Le nom de ce nouvel État est identique à celui choisi par la *Rada*, à savoir, la République populaire d'Ukraine [Ukrainskaja Narodnaja respublika] ou UNR⁹. Le journal officiel de son Comité central s'appelle comme celui édité par leurs adversaires – Vestnik UNR [Le Messager de l'UNR], à la différence près qu'il est publié en russe et non en ukrainien. De même, les noms des gouvernements sont similaires : le Secrétariat général [General'nyj sekretariat] pour la *Rada*, le Secrétariat du peuple [Narodnyj sekretariat] pour les Soviétiques. En ce qui concerne son territoire, même si nous ne trouvons de définition exacte dans aucun des documents officiels, il est clair qu'il s'agissait de substituer l'UNR soviétique à l'UNR de la *Rada*.

À titre d'exemple, la résolution du Deuxième Congrès pan-ukrainien des soviets, tenu à la mi-mars 1918, postulait que les « masses laborieuses de l'Ukraine » cherchaient à s'unir « sur le territoire ukrainien que la *Rada* centrale avait tenté de conquérir, à savoir l'Ukraine dans les frontières du Troisième et du Quatrième Universal¹⁰ » (Вестник УНР, 20 марта 1918).

De fait, dès le mois de décembre 1917, le Secrétariat général de la *Rada*, le Secrétariat du peuple de l'Ukraine soviétique et le *Sovnarkom*¹¹ [Sovet Narodnyh Komissarov] de la Russie soviétique, partageaient, volontairement ou à contrecœur, la conception du territoire de l'État ukrainien tel qu'il avait été défini par la *Rada*

⁹ Il faut cependant garder à l'esprit que les noms des États et des institutions n'étaient pas standardisés. La République soviétique d'Ukraine pouvait s'appeler la République ukrainienne des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ; République populaire soviétique d'Ukraine ; République ukrainienne des travailleurs et des paysans ; République soviétique d'Ukraine, etc. De même que la République soviétique de Donets-Krivoï Rog était appelée la République de Donets/Donkrivbass/Krivdonbass, etc.

¹⁰ Une déclaration officielle dont l'objectif principal était d'informer le peuple des décisions importantes prises par les autorités. En 1917–1918, la *Rada* centrale en a publié quatre.

¹¹ Gouvernement formé à Petrograd suite à la révolution d'Octobre.

centrale. Ayant créé « leur » UNR pour des raisons purement stratégiques, les bolcheviks ont non seulement contribué à augmenter la légitimité du concept de l'État national ukrainien, mais ont également confirmé l'appartenance des provinces orientales à ce dernier. En réalité, le consensus effectif sur ces questions au sein du Parti était loin d'être acquis. Selon Evgenija Boš, au moment de la proclamation de l'Ukraine soviétique, les leaders bolcheviques de Kharkov bâtissaient déjà le projet d'une république avec leurs propres organes de pouvoir (Бош 1925, 108).

3. Les raisons du rejet de l'Ukraine soviétique à Kharkov (décembre 1917 - janvier 1918)

Quelles étaient donc les raisons de leur opposition intransigeante au projet de l'Ukraine soviétique ? Les membres du Parti tels que Mykola Skrypnyk, Valdimir Aussem, Evgenija Boš, Vladimir Zatonskij et Nikolaj Popov partageaient l'opinion selon laquelle les convictions des militants à Kharkov résultaient de leur manque de sensibilité sur les particularités de la révolution en Ukraine. Ils pointaient du doigt leur choix de s'isoler dans le milieu urbain russifié (Ауссем 1925, VI) n'ayant que des contacts très restreints avec la paysannerie ukrainienne (Скрипник 1974, 14). Une telle interprétation est partagée par l'historien Theodore H. Friedgut pour qui « des décennies de migration vers le Donbass et de concentration au sein d'enclaves industrielles ayant des relations minimales ou tendues avec les paysans ukrainiens de la région avaient laissé leur empreinte » (Friedgut 1994, 356). Toutefois, sachant que les auteurs de cette idée écrivaient leurs souvenirs entre 1925 et 1929, dans un contexte de lutte pour le pouvoir entre différentes factions bolcheviques après la mort de Lénine et qu'ils voulaient, consciemment ou non, prouver *a posteriori* leur fidélité à la « ligne du parti », cette manière d'expliquer les désaccords entre les deux organisations bolcheviques en Ukraine nous paraît très insuffisante, voire trompeuse. En effet, les comptes rendus des discussions de l'époque ne laissent pas transparaître que les personnes en question avaient déjà pris conscience du rôle de la paysannerie dans la révolution, qui s'est imposé comme déterminant, tout particulièrement en Ukraine, à partir de 1919 (Грациози 1997). Tout comme leurs camarades de Kharkov, ils se pensaient en représentants de la classe ouvrière urbaine en qui ils voyaient leur unique soutien.

Une autre explication de ces désaccords est avancée récemment par les historiens russes et ukrainiens qui interprètent cet épisode essentiellement comme un conflit entre les membres du POSDR(b), sympathisants du nationalisme ukrainien, et ceux qui étaient au contraire les défenseurs de l'unité russe (Поплавський 2010 ; Корнилов 2011). Et bien que ces auteurs avancent des jugements de valeur parfaitement opposés, ils ont néanmoins une chose en commun – leur regard anachronique et

politiquement engagé qui tend à négliger l'analyse critique des sources. En réalité, il ne s'agissait pas tant de l'affrontement entre les porteurs de différentes identités et loyautés régionales ou nationales¹², mais plutôt d'un désaccord quant aux décisions tactiques à prendre et aux visions stratégiques à adopter afin d'assurer la réussite de leur entreprise politique.

Membre du Parti et futur historien de ce dernier, Nikolaï Popov estimait que l'idée d'une république de Donets-Krivoï Rog, réunissant l'Est de l'Ukraine et la partie industrialisée de l'oblast du Don, serait apparue chez les bolcheviks à Kharkov sous l'influence de Mihail Žakov, Viktor Filov et Semën Vasil'čenko. Ces derniers étaient des militants bolcheviques venus de Rostov-sur-le-Don après la conquête de cette région par Alexeï Kaledine, général antibolchevique à la tête d'une armée cosaque. Suite à cet événement, le Don est devenu le plus grand espoir des contre-révolutionnaires et des opposants au pouvoir soviétique, rassemblant sur ces terres de nombreuses forces antibolcheviques. Dès lors, les troupes venant du Don étaient perçues comme une menace immédiate. Quant à la *Rada* centrale, elle restait pour ces fugitifs de Rostov un gouvernement petit-bourgeois nationaliste ennemi, mais certainement moins dangereux, moins violent et relativement faible dans les provinces de l'Est. Leur projet était, en somme, très semblable à celui des bolcheviks chassés de Kiev : obtenir l'appui de la région de Donets-Krivoï Rog, bastion du bolchevisme, afin de chasser l'ennemi de leur région d'origine. De surcroît, tant les uns que les autres se retrouvent à Kharkov à peu près au même moment – dans les premiers jours de décembre 1917. La concurrence entre ces deux groupes qui défendaient leurs agendas politiques respectifs ne pouvait qu'accentuer les tensions.

La volonté de Kharkov de créer ses propres organes de pouvoir directement subordonnés au Sovnarkom s'explique également par l'existence des relations personnelles et organisationnelles déjà établies avec Petrograd. Effectivement, il aurait été difficile de convaincre les militants comme Artëm¹³, révolutionnaire émérite et bolchevik de longue date, qu'au lieu de parler directement avec Lénine ils devaient maintenant passer par l'intermédiaire d'un nouveau « gouvernement » soviétique qui, malgré son statut officiel, avait très peu d'emprise sur la population et le territoire qu'il était censé gouverner (Затонський 1929, 159)¹⁴.

¹² Bien qu'il ne s'agisse pas d'un facteur déterminant, les parcours de vie et les identités des acteurs impliqués dans le conflit ont certainement influencé leurs prises de position politiques. Cette question a été traitée en profondeur dans mon travail de Master (Perekhoda 2020, 90–94).

¹³ Le pseudonyme de Fëdor Sergeev.

¹⁴ Il convient de garder à l'esprit qu'en réalité aucun des acteurs politiques en question n'exerçait un vrai contrôle des territoires qu'ils réclamaient. Le futur gouvernement de la RSDKR n'avait que très peu d'influence en dehors de Kharkov. De même, la *Rada* centrale n'a jamais réussi à s'implanter durablement dans des régions loin de Kiev (Chopard 2017).

En outre, l'arrivée de Vladimir Antonov-Ovseenko, chargé du commandement de l'Armée rouge sur le front ukrainien, semble avoir exacerbé le conflit et « nuit éternellement » (Затонський 1929, 167) aux relations entre les Kharkoviens et les nouveaux arrivants de Kiev. Une fois parvenu à Kharkov, il apporte son soutien au gouvernement soviétique ukrainien et, sans avoir demandé l'autorisation, il entame immédiatement des arrestations arbitraires et des expropriations de biens. Soucieux de maintenir des rapports cordiaux avec les autres forces politiques et de préserver une stabilité minimale dans la ville, les soviets sur place, et notamment leur leader incontesté Artëm, s'y opposent activement.

4. La République soviétique de Donets-Krivoï Rog : mettre le Donbass au service de la révolution (janvier – février 1918)

En janvier 1918, les forces armées soviétiques venant du nord réussissent à repousser les attaques d'Alexeï Kaledine dans le Don ; elles se dirigent ensuite vers l'ouest et prennent le contrôle de Kiev. Aussitôt, Lénine appelle à la convocation d'un prochain Congrès pan-ukrainien des soviets où « toutes les villes et les régions d'Ukraine, sans exception » (Варгачук 1988a, 41–42) étaient conviées. Or, après la défaite de la *Rada*, il n'y avait plus aucun sens – selon les bolcheviks de Kharkov – à maintenir ce « village Potemkine » de l'unité pan-ukrainienne (Скрипник 1974, 13). Ils décident donc de mettre le Sovnarkom et le Secrétariat du peuple devant le fait accompli : les provinces de Iekaterninoslav, Kharkov et Tauride (sans la Crimée) ainsi qu'une partie de l'oblast du Don constituent désormais une république à part. La République soviétique de Donets-Krivoï Rog est alors proclamée le 30 janvier 1918, défiant ainsi le projet d'une Ukraine constituée de neuf provinces.

Semën Vasil'čenko, bolchevik venu du Don et promoteur d'un Donbass autonome, énonce la thèse suivante :

Avec le renforcement du pouvoir soviétique sur le terrain, les parties fédératives de la République socialiste russe ne seront pas construites selon le principe national, mais en fonction des particularités nationales et économiques de leur mode de vie. Les bassins de Donets et de Krivoï Rog représentent une unité autosuffisante économiquement parlant. [...] Pour cette raison, les régions de Donets et de Krivoï Rog devraient avoir des institutions indépendantes d'autogestion économique et politique (Мышкис 1928, 254).

Selon Viktor Filov, autre partisan fervent de la RSDKR, avec la révolution socialiste, « le principe de classe, c'est-à-dire de l'économie, l'a emporté sur le principe national » (Филов 1918). Vouloir donner une forme nationale à un État soviétique était un acte « contre-révolutionnaire » et ne signifiait qu'un « retour au passé lointain » (Ц.И.К Украины, Донецкая Республика и левые с.-р. 1918), tandis que l'idée de fonder un État en se basant uniquement sur le critère de pertinence économique était perçue

comme rationnelle et donc progressiste. De tels arguments font clairement écho au « débat sur la régionalisation » ayant eu lieu en 1921 et opposant les partisans d'une vision « économiciste » aux défenseurs du principe « national ». Mises en exergue lors de l'élaboration d'un plan concret pour l'organisation économique et administrative de la fédération soviétique, les tensions entre ces deux courants sont bien décrites par Francine Hirsch dans son ouvrage intitulé *Empire of Nations* (Hirsch 2005, 62–98). Nous constatons cependant que les polémiques du même genre bouleversaient le Parti bien avant 1921. Ainsi, elles s'inscrivent dans un processus bien plus large.

Ce n'est pas seulement la forme de l'organisation étatique *per se* qui était au cœur de ces débats. Au fond, il s'agissait de trouver la manière la plus juste pour parvenir au stade ultime du développement de la société humaine selon les marxistes – le communisme. L'idée, défendue par Lénine, que la nation serait une étape nécessaire dans le cheminement historique vers une société socialiste devient finalement le principe selon lequel l'URSS est construite et s'avère, selon F. Hirsch (2000), un moyen efficace de consolider cet « empire des nations ». Cependant, en 1917–1918, une bonne partie des membres du POSDR(b), si ce n'est la majorité, sont encore persuadés que la révolution socialiste et l'égalité qu'elle aurait amenée rendent la « question nationale » obsolète. Par conséquent, en avançant l'idée que « créer l'Ukraine, même soviétique, serait une décision réactionnaire » (Затонський 1929, 163), ils étaient persuadés de défendre une vision véritablement marxiste du monde et de l'histoire.

Outre les arguments d'ordre idéologique, les fondateurs de la RSDKR justifiaient leur décision par la nécessité d'apporter des solutions immédiates aux problèmes perçus comme primordiaux. « Le sort de la révolution russe dans son ensemble » (Мышкис 1928, 256) était, selon eux, en jeu et toutes les ressources du Donbass devaient être mises à son service. Garantir l'approvisionnement des « centres industriels du Nord » était la responsabilité que la RSDKR devait assumer (Мышкис 1928, 256). La proclamation de la République soviétique ukrainienne était au contraire perçue comme une décision nocive, « aléatoire et provisoire », qui rompait l'unité de l'espace économique russe. « Nous voulons nous joindre au pays entier », insistait Artêm laissant entendre que le pays entier n'était rien d'autre que l'Empire russe. « C'est vous qui êtes séparatistes, pas nous ! » lançait-il à Mykola Skrypnyk, le principal défenseur de l'Ukraine soviétique qui essayait d'argumenter en faveur de l'appartenance du Donbass à cette dernière (Мышкис 1928, 256).

5. Soutenir l'Ukraine ou défendre le Donbass ? L'attitude ambiguë du Sovnarkom (février – avril 1918)

Le 31 janvier 1918, Artëm, désormais à la tête de la RSDKR, informe le Comité central à Petrograd de la décision prise à Kharkov. La réponse arrive aussitôt : « Nous considérons que cette séparation est nocive » (Павлюк и Ряднина 1962, 113). Pourtant, peu après, Elena Stassova, secrétaire du Comité, envoie une lettre saluant la création de la République de Donets-Krivoï Rog (Павлюк и Ряднина 1962, 558–559). Comment peut-on expliquer une telle incohérence apparente dans l'attitude des autorités centrales du Parti envers la RSDKR ?

Les souvenirs de Vladimir Zatoniskij, alors représentant de l'Ukraine soviétique à Petrograd, sont très utiles à cet égard. Ce dernier écrit qu'en janvier 1918 :

[...] le Sovnarkom de la RSFSR avait encore une mauvaise compréhension des affaires ukrainiennes et n'avait pas encore décidé qui il allait soutenir – nous ou la *Rada* centrale (Затонський 1929, 161).

D'après lui, les socialistes révolutionnaires de gauche, alors alliés des bolcheviks, préparaient au même moment un coup contre la *Rada*. Ainsi, le Sovnarkom aurait pu encore parier sur son scénario initial, à savoir transformer la *Rada* centrale de l'intérieur. Zatoniskij exigeait un plan d'action et une prise de position claire de la part de Petrograd (Затонський 1929, 163). Or les autorités centrales s'abstenaient de toute réponse définitive. La même attitude d'évitement est adoptée vis-à-vis d'Artëm et de son projet de la RSDKR (Затонський 1929, 168).

Les circonstances changeaient pourtant de jour en jour. Le 27 janvier 1918¹⁵, la *Rada* centrale signe le traité de paix avec l'Allemagne et ses alliés – leurs troupes sont invitées en Ukraine pour l'aider à reprendre le contrôle de l'ensemble du pays. Dans ce traité, seules les frontières ukrainiennes à l'ouest et au nord sont définies, sans déterminer clairement les limites territoriales à l'est (Бойко 2008, 40). La création de la RSDKR serait-elle alors une ruse diplomatique des Soviétiques ayant pour but de convaincre les Allemands de se contenter du territoire de cinq provinces et de laisser le charbon et les mines du Donbass à la Russie ? Telle était l'interprétation avancée par les anciens leaders de la RSDKR dans les années 1920 (Реверук, 1974, 7–8), reprise récemment par certains historiens dont Hiroaki Kuromiya (2002, 150). Toutefois, la défense contre les troupes allemandes n'a jamais été évoquée parmi les arguments en faveur de la RSDKR au moment de sa création ; on évoquait uniquement le bien-fondé économique et politique de l'unification administrative du Donbass et de sa subordination directe à la Russie (Мышкис 1928, 250–288). En effet, les bolcheviks n'ont pris connaissance des clauses du traité signé par les Ukrainiens que lors du

¹⁵ Plus loin dans le texte, toutes les dates sont indiquées selon le « nouveau style ».

début de l'occupation effective, fin février. Ainsi, les raisons de la proclamation de la RSDKR ne relevaient pas initialement d'une volonté d'épargner le Donbass d'une invasion étrangère ; cette éventualité n'a été prise en considération qu'après coup.

La Russie signe le traité de paix avec les puissances centrales le 3 mars 1918 (Декреты советской власти 1957, 47–51). L'une de ses conditions était le retrait des troupes rouges du territoire de l'UNR et l'abandon des prétentions territoriales de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine, devenue désormais un État « indépendant » (Михутина 2007). Les bolcheviks en Ukraine, dont un nombre considérable désapprouvait activement le traité de paix « honteux », ne voulaient évidemment pas céder si facilement. Et si l'Ukraine soviétique se proclamait indépendante elle aussi ? Elle ne serait pas liée par ce traité avec l'Allemagne et pourrait s'opposer à l'occupation sans que la Russie soviétique ne soit tenue responsable de ses actions. Pour cela, il était nécessaire de convoquer un nouveau congrès pan-ukrainien, à majorité bolchevique, qui voterait en faveur de l'indépendance et de la résistance armée aux envahisseurs. Le Comité central du Parti appuie alors ce projet. Dans son message du 14 mars adressé à Sergo Ordžonikidze¹⁶, Lénine écrit :

Quant à la République de Donets, dites aux camarades Vasil'čenko¹⁷, Žakov et aux autres que, peu importe comment ils essayent de séparer leur région de l'Ukraine, à en juger par la géographie de Vynnyčenko, elle sera incluse dans l'Ukraine, et les Allemands l'occuperont. Dans ce contexte, il est totalement absurde de la part de la République de Donets de refuser un front de défense uni avec l'Ukraine (Рыбалка 1967, 42).

Le Comité central du Parti donne une directive claire : la RSDKR doit faire partie de l'Ukraine et envoyer ses représentants au congrès. Toutefois, une fois que les Allemands commencent à envahir les régions industrielles, le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères de la Russie ressort la carte de l'appartenance du Donets-Krivoï Rog à la Russie, en stipulant dans sa note du 26 mars 1918 que l'offensive allemande « dépasse les frontières du territoire purement ukrainien » (Земсков 1959, 216). Mais le jour où les forces austro-allemandes occupent l'ensemble de l'Ukraine, ce jeu diplomatique prend fin, de même que l'existence des républiques soviétiques sur le territoire ukrainien.

Les autorités soviétiques, impliquées dans un grand jeu diplomatique à Brest-Litovsk, voulaient donc se laisser toutes les portes ouvertes en Ukraine. Elles saluaient la création de l'UNR soviétique sans pour autant rompre formellement avec la *Rada*. En même temps, elles ne se rangeaient pas résolument du côté du Secrétariat du peuple ukrainien dans leur conflit avec le « groupe d'Artëm » et ne prenaient pas de

¹⁶ En mars 1917, il était Commissaire extraordinaire de la région d'Ukraine [Črezvyčajnyj komissar rajona Ukrainy].

¹⁷ En mars 1917, Volodymyr Vynnyčenko a été à la tête du Secrétariat général de la *Rada* centrale.

position claire quant à la création de la RSDKR.

L'existence de cette république, bien qu'éphémère, a tout de même été d'une utilité certaine pour la Russie soviétique. Certes, l'armée de la RSDKR n'a pas pu arrêter l'avancée des troupes allemandes, mais elle a réussi à la retarder considérablement. Elle a pu notamment organiser une évacuation d'argent et de ressources matérielles vers le nord (Ревберг 1974, 172–189).

Conclusion

Loin d'être un plan d'action cohérent et prémédité, les décisions prises par les bolcheviks en 1917–1918, tant au centre que dans la périphérie, étaient les produits de contraintes, mais aussi d'opportunités du moment. Les divers projets des républiques soviétiques qui ont émergé à cette époque peuvent être vus en tant que différents moyens de répondre aux contraintes et de saisir les opportunités. En 1917, notamment grâce à la persévérance des politiciens de la *Rada*, c'est l'Ukraine qui s'impose comme un nouvel espace politique. Cette nouvelle réalité, d'abord mal analysée par les bolcheviks, les force finalement non seulement à prendre position sur les questions qui leur sont étrangères, mais aussi à s'aventurer dans les projets politiques les plus improbables. Et plus important encore, elle les met face à une contradiction entre l'immensité de leurs ambitions politiques à l'échelle globale et les difficultés très concrètes et locales d'une révolution survenue dans un empire en décomposition, ravagé par les guerres. C'est cette contradiction qui déclenche un long processus dans lequel les géographies mentales des marxistes russes sont régulièrement remises en cause et reconfigurées.

La question principale reste de savoir pourquoi, suite à l'abrogation du traité de Brest-Litovsk et même bien après la défaite de la *Rada* centrale, les hautes autorités soviétiques ont décidé de continuer de soutenir la conception d'une « grande Ukraine » et écartent résolument toute possibilité d'un Donbass russe ou indépendant. La mission principale de ce projet, à savoir combattre les nationalistes ukrainiens, n'était-elle pas accomplie ?

Premièrement, jusqu'en 1922 environ, l'objectif global des bolcheviks restait une révolution mondiale. Il était donc nécessaire de gagner le soutien des peuples en dehors du noyau russe du pays afin d'étendre le foyer de la révolte populaire. Leur regard était dirigé vers l'ouest, les soulèvements dans les pays européens étant le seul espoir pour la survie de la révolution dont l'Octobre russe n'était qu'une première étincelle. Dans ce sens, l'Ukraine avait un rôle important à jouer dans leur entreprise révolutionnaire globale – ouvrir la première porte vers l'Europe et notamment l'Allemagne. Le discours ouvertement anti-national des leaders de la RSDKR aurait pu desservir le pouvoir soviétique et éloigner les alliés ukrainiens des bolcheviks.

Deuxièmement, comme nous l'avons vu, ce n'est qu'avec l'aide des régions industrialisées de l'Est que le Parti pouvait faire pencher la balance en sa faveur, à l'intérieur de l'Ukraine encore très paysanne. Le poids de l'Est étant particulièrement important pour asseoir son pouvoir dans les soviets ukrainiens et pour y faire passer les bonnes décisions. Les représentants du gouvernement soviétique ukrainien cherchaient l'inclusion des provinces de l'Est, car ils ne voulaient plus « vivre dans la peur perpétuelle qu'un jour les paysans soient majoritaires à l'un des congrès » (Реврук, 1974, 36). Lors de la guerre civile, les communistes ont ressorti le drapeau de l'Ukraine soviétique à plusieurs reprises, notamment à l'occasion des offensives militaires afin d'assurer l'appui de la population locale. Cependant, ce n'est qu'en 1920 que les leaders bolcheviks commencent à prendre réellement conscience que l'Ukraine soviétique, formellement indépendante et comprenant les provinces du Sud et de l'Est, est non seulement une bonne réponse tactique permettant de neutraliser les nationalistes, mais que son maintien a également des avantages à long terme. Le Donbass et les grandes villes industrielles de l'Est pourraient devenir une sorte de courroie de transmission entre la Russie et les provinces ukrainiennes « paysannes ». C'est pourquoi Moscou ne prévoyait plus de séparer cette région de l'Ukraine – bien au contraire. À cet égard, les souvenirs de Georgij Lapčinskij sont évocateurs :

Pendant longtemps, même après la proclamation de l'Ukraine en tant que république soviétique, certains bolcheviks continuaient à être adeptes d'une « théorie » selon laquelle un État ukrainien était une « fiction » et ne visait qu'à paralyser les sentiments nationalistes et *pétliuristes*¹⁸ de la petite bourgeoisie. [...] Mais personne n'a plus jamais osé revenir en arrière ni s'opposer ouvertement à l'existence de l'Ukraine en tant qu'entité distincte (Лапчинський 1927, 51).

La question de l'appartenance de l'Ukraine orientale, zone de transition entre le noyau russe de l'URSS et sa périphérie nationale, est restée en suspens jusqu'à ce que le conflit armé entre le gouvernement ukrainien et les sécessionnistes de Donetsk et de Lougansk n'éclate en 2014. Comme en témoigne ce conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine, la question de la frontière russo-ukrainienne demeure de nos jours un problème non résolu.

Comme le souligne à juste titre Terry Martin, la stratégie des bolcheviks consistait à « assumer la direction de ce qui semblait être désormais le processus inévitable de décolonisation » (Martin 2001b, 67). C'est pourquoi, d'abord en théorie et ensuite en pratique, Lénine a opté pour un principe national dans la construction de l'URSS. Chaque « nation » soviétique devait donc disposer de son « foyer national » délimité du point de vue territorial et administratif – un plan difficile à mettre en œuvre

¹⁸ Symon Petlioura : Commandant en chef de l'Armée et Président de la République populaire ukrainienne (1918–1920), opposant de l'Armée rouge lors de la Guerre civile.

dans un empire continental comme la Russie. En effet, l'Empire russe possédait une multiplicité de zones géographiques à mi-chemin entre les statuts de métropole et de colonie. L'Ukraine orientale représentait une telle zone d'hybridation : ses centres urbains orientés économiquement et culturellement vers la Russie existaient comme des îlots dans un océan de campagnes socialement, ethniquement et culturellement distinctes. Cette région, constituée des populations provenant tant des provinces ukrainiennes que des terres les plus lointaines de l'Empire russe, était effectivement très loin de l'idéal de territoire ethniquement homogène.

La tâche fastidieuse et ambitieuse de construire un foyer national à chaque nation soviétique présentait des avantages, tant politiques qu'économiques, favorisant l'établissement d'un type de structure étatique qui garantissait le centralisme décisionnel – condition *sine qua non* d'une transition vers le communisme pour les bolcheviks – tout en se conciliant la faveur des populations locales et de leurs particularismes. En faisant une concession à la conception stato-nationale qui veut faire concorder la nation et son territoire, les bolcheviks espéraient préserver l'intégrité territoriale de l'ancien Empire russe pour le transformer en un État socialiste multiethnique. L'idéal internationaliste n'a pas pour autant été délaissé, car la fédération des républiques soviétiques était supposée représenter seulement une première étape dans le long processus de fusion et, par conséquent, de disparition des nations, d'abord en URSS et ensuite à l'échelle mondiale. C'est cette politique, que Francine Hirsch appelle « *state-sponsored evolutionism* », menée dans le cadre d'un État centralisé et doté d'une structure économique et administrative de type quasi coloniale, qui aurait donné à l'URSS sa forme distinctive (Hirsch 2000, 204).

Aujourd'hui, à défaut d'avoir atteint son objectif, soit celui d'une société socialiste sans États ni nations, le projet territorial porté par les bolcheviks entre de plus en plus en dissonance avec les nationalismes renaissants des pays d'Europe orientale et se confronte au retour aux frontières. Ainsi, ce qui était conçu comme une mesure transitoire et un compromis à moyen terme représente actuellement un défi important pour de nombreux pays de l'espace postsoviétique.

Références bibliographiques

- Chopard, Thomas. 2017. « L'Ukraine et la révolution de 1917. Promesse d'émancipations et limites de l'indépendance ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 135 : 73–86.
- Cœuré, Sophie et Sabine Dullin . 2007. *Frontières du communisme*. Paris : La Découverte.
- Dullin, Sabine. 2014. « L'entre-voisins en période de transition étatique (1917–1924). La frontière épaisse des bolcheviks à l'Est de l'Europe ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 69 (2) : 383–414.
- Dullin, Sabine. 2018. « Le réveil des frontières intérieures ». *Pouvoirs* 165 : 15–26.
- Friedgut, Theodore H. 1994. *Iuzovka and Revolution, Volume II: Politics and Revolution in Russia's Donbass, 1869–1924*. Princeton : Princeton University Press.
- Hirsch, Francine. 2000. « Toward an Empire of Nations : Border-Making and the Formation of Soviet National Identities ». *The Russian Review* 59 (2) : 201–226.
- Hirsch, Francine. 2005. *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*. Ithaca : Cornell University Press.
- Krawchenko, Bohdan. 1985. *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine*. London : Palgrave Macmillan.
- Martin, Terry. 2001a. *The affirmative action empire. Nations and nationalism in the Soviet Union, 1923–1939*. Ithaca–London : Cornell University Press.
- Martin, Terry. 2001b. « An Affirmative Action Empire : The Soviet Union as the Highest Form of Imperialism ». In *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, eds. Ronald Grigor Suny and Terry Martin, 67–90. Oxford–New-York : Oxford University Press.
- Perekhoda, Hanna. 2020. *Fierté de l'Empire russe, terre native des Ukrainiens ou œuvre du peuple travailleur ? La révolution russe et l'enjeu territorial de l'Ukraine de l'Est (1917–1918)*. Mémoire de Maîtrise en science politique sous la direction de Stefanie Prezioso. Université de Lausanne.
- Pipes, Richard. 1964. *The Formation of the Soviet Union : Communism and Nationalism, 1917–1923*. Cambridge : Harvard University Press.
- Rindlisbacher, Stephan. « From space to Territory : Negotiating the Russo-ukrainian Border, 1919–1928 ». *Revolutionary Russia* (31) 1 : 86–106.
- Smith, Jeremy. 1999. *The Bolsheviks and the National Question, 1917–1923*. New York : St. Martin's Press.
- Smith, Jeremy. 2013. *Red Nations : The Nationalities Experience in and after the USSR*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Suny, Ronald Grigor and Terry Martin, eds. 2001. *A State of Nations : Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*. Oxford–New-York : Oxford University Press.
- Wilson, Andrew. 1995. « The Donbas between Ukraine and Russia : The Use of History in Political Disputes ». *Journal of Contemporary History* 30 (2) : 265–289.

- Ауссем, Владимир. 1925. « Евгения Бош ». *Летопись революции* 11 (2), I–VII.
- Бойко, Олена. 2008. « Проблема визначення кордонів України в період Центральної Ради (1917–1918 рр.) ». *Український історичний журнал* 1 : 31–46.
- Бош, Евгения. 1925. *Год борьбы. Борьба за власть на Украине с апреля 1917 до немецкой оккупации*. Москва-Ленинград : Государственное издательство.
- Варгатюк, Павло. 1988а. « Донецько-Криворізька Радянська Республіка в оцінці В.І. Леніна ». *Український історичний журнал* 4 : 33–44.
- Варгатюк, Павло. 1988б. « Ленін і більшовицькі організації України : проблеми консолідації сил ». *Український історичний журнал* 7 : 18–27.
- Верстюк, Владислав, ред. 2003. *Український національно-визвольний рух. Березень – листопад 1917 року : Документи і матеріали*. Київ : Видавництво імені Олени Теліги.
- Вестник УНР*. 20 марта 1918.
- Грациози, Андреа. 1997. *Большевики и крестьяне на Украине, 1918-1919 годы : очерк о большевизмах, национал-социализмах и крестьянских движениях*. Москва : АИРО-XX.
- Декреты Советской власти*. 1957. Москва : Политиздат.
- Земсков, Виктор и др. 1959. *Документы внешней политики СССР. Том 1. 7 ноября 1917 – 31 декабря 1918 г.* Москва : Госполитиздат.
- Єфіменко, Геннадій. 2011. « Визначення кордону між УСРР та РСФРР (1917–1920) ». *Проблеми історії України : факти, судження, пошуки* (20) : 135–176.
- Затонський, Володимир. 1929. « Уривки зі спогадів про українську революцію ». *Літопис Революції* 4 (37) : 139–173.
- « Из истории Соввласти на Украине. О Первом Всеукраинском Съезде Советов и Первом Советском Правительстве Украины ». 1924. *Літопис Революції* 4 (9) : 166–183.
- Касьянов, Георгий. 2019. *Украина и соседи. Историческая политика 1980–2010-х*. Москва : Новое литературное обозрение.
- Корнилов, Владимир. 2011. *Донецко-Криворожская республика. Расстрелянная мечта*. Харьков : Фолио.
- Куромія, Гіроакі. 2002. *Свобода і терор у Донбасі : Українсько-російське прикордоння, 1870-1990-і роки*. Київ : Основи.
- Лапчинський, Георг. 1927. « З перших днів всеукраїнської радянської влади ». *Літопис Революції* 5 (26)–6 (27) : 46–66.
- Михутина, Ирина. 2007. *Украинский Брестский мир. Путь выхода России из Первой мировой войны и анатомия конфликта между Совнаркомом РСФСР и правительством Украинской центральной рады*. Москва : Издательство « Европа ».
- Мышкис, Хая. 1928. « Матеріали о Донецко-Криворожской Республіке ». *Літопис Революції* 3(30) : 250–288.
- Павлюк, Павел и Илона Ряднина, ред. 1962. *Большевистские организации Украины в период установления и укрепления Советской власти : (ноябрь 1917 – апрель 1918 гг.) : сборник документов и материалов*. Киев : Государственнок издательство политической литературы УССР.

- Поплавський, Олег. 2010. *Донецько-Криворізька Радянська республіка : історико-політичний аспект. Дисертація на здобуття вченого ступеня кандидата історичних наук.* Днепропетровск : ДНУ.
- Реvegук, Віктор. 1974. *Донецько-Криворізька республіка. Дисертація на здобуття вченого ступеня кандидата історичних наук.* Харків : ХГГУ.
- Рыбалка, Иван, ред. 1967. *Гражданская война на Украине (1918-1920). Сборник документов и материалов в трех томах, четырех книгах. Том 1. Кн.1. Освободительная война украинского народа против немецко-австрийских оккупантов. Разгром буржуазно-националистической Директории.* Киев : Наукова думка.
- Скрипник, Микола. 1974. *Статті і промови.* Мюнхен : Сучасність.
- Филоv, Виктор. 1918. « Кого судить ? ». *Известия Юга*, 2 апреля.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0

